



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 14 décembre 2001

APERÇU

◆ Le taux de chômage à son plus haut niveau depuis le milieu de 1999

Le taux de chômage est passé de 7,3 % en octobre à 7,5 % en novembre, le plus haut niveau depuis le milieu de 1999. L'emploi global s'est légèrement accru (+14 000), grâce à la progression du travail à temps partiel, qui a contrebalancé les pertes d'emploi à temps plein.

◆ La valeur des permis de construction soutenue par le secteur résidentiel

La valeur des permis de construction a augmenté de 1,0 % pour atteindre 3,3 milliards de dollars en octobre, les intentions de construction de logements unifamiliaux ayant affiché leur deuxième plus haut niveau des dix dernières années.

◆ Le déclin de la capacité de production industrielle se poursuit

La capacité de production a reculé pour la cinquième fois d'affilée, se fixant à 79,4 % au troisième trimestre, en baisse de 2,5 points par rapport au deuxième. C'est la plus forte régression depuis le quatrième trimestre de 1990.

◆ Participation accrue aux régimes de pension agréés de l'employeur

Grâce à une économie favorable, dominée par la création d'emplois, le nombre de participants à un régime de pension agréé a augmenté de 3,5 % de 1997 à 1999.

◆ Baisse des récoltes de céréales

Outre des conditions météorologiques défavorables, la baisse des rendements, la hausse des coûts de production et la diminution de la valeur des exportations ont fait de 2001 une année difficile pour les producteurs de céréales.

◆ Les élèves canadiens comptent parmi les meilleurs au monde

D'après une récente étude internationale, les jeunes Canadiens âgés de 15 ans sont parmi les meilleurs au monde en lecture, mathématiques et sciences.

Le taux de chômage à son plus haut niveau depuis le milieu de 1999

Le taux de chômage est monté à son plus haut niveau en plus de deux ans, bien que le nombre d'emplois ait progressé de 14 000. Malgré cette légère hausse, le nombre croissant de chercheurs d'emploi a fait passer le taux de chômage de 7,3 % en octobre à 7,5 % en novembre, le plus haut niveau depuis août 1999, quand le taux était de 7,6 %.

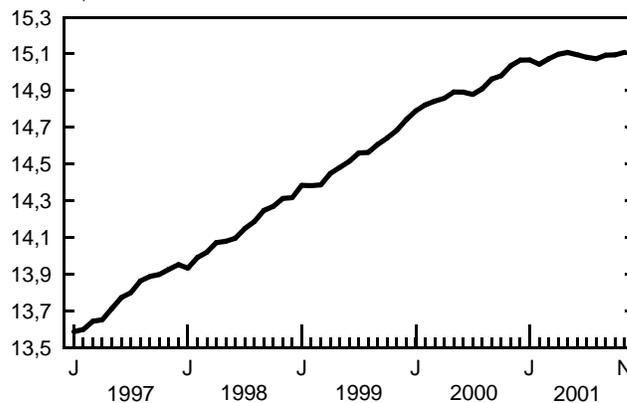
La croissance de l'emploi en novembre tient à la hausse de 57 000 des emplois à temps partiel, puisque l'emploi à plein temps a chuté de 43 000. Il s'agit du deuxième mois consécutif où l'emploi à temps partiel tandis que l'emploi à temps plein diminue.

L'emploi dans le secteur manufacturier a chuté de 30 100, en raison surtout de la baisse de la fabrication d'ordinateurs et de produits électroniques. Après avoir affiché de fortes hausses l'année dernière, l'emploi dans le secteur manufacturier a chuté de 105 000 (-4,5 %) dans les premiers 11 mois de cette année.

L'emploi dans le commerce de gros et le commerce de détail a progressé de 38 000 (1,6 %), prolongent la tendance à la forte croissance affichée dans ces secteurs. De janvier à novembre, le

Emploi

Millions, données désaisonnalisées



(suite à la page 2)



... Le taux de chômage à son plus haut niveau depuis le milieu de 1999

commerce s'est imposé comme principale source de croissance d'emplois, grâce à des gains de 92 000, soit une progression de 3,9 %.

L'emploi a aussi fortement augmenté dans les services professionnels, scientifiques et techniques (+16 000 ou +1,7 %). Dans ce secteur, les services de conception de systèmes informatiques et les services juridiques ont été la source de la croissance. Après des baisses significatives au cours de l'été, l'emploi dans ce secteur a amorcé une tendance à la hausse depuis septembre.

Toutefois, ces hausses ont été neutralisées par d'importantes pertes dans les secteurs de la fabrication et du transport. Quant au recul de l'emploi dans le secteur du transport routier, il est vraisemblablement dû au ralentissement de l'activité manufacturière. En outre, l'emploi dans le secteur du transport aérien a fléchi légèrement. L'ensemble des pertes d'emploi dans le transport routier et aérien et dans les secteurs connexes s'est traduit par une baisse de 18 000 emplois (-2,3 %) dans le secteur du transport et de l'entreposage.

À l'échelle provinciale, l'Ontario a affiché une hausse de l'emploi à temps partiel (+42 000) qui a plus que contrebalancé la baisse de l'emploi à temps plein (-28 000). Le nombre global d'emplois s'est donc accru de 14 000 dans la province. Il s'agit de la première hausse depuis mai. Toutefois, la population active ayant aussi augmenté, le taux de chômage a grimpé de 0,2 point pour se fixer à 6,8 %. De janvier à novembre, la situation de l'emploi en Ontario a été relativement terne, la croissance se chiffrant à 0,2 %.

Au Québec, l'emploi à temps partiel s'est accru de 16 000, tandis que celui à temps plein a baissé de 20 000. La faible baisse de l'emploi, conjuguée à une activité accrue sur le marché du travail, a fait monter de 0,4 point le taux de chômage, qui s'est établi à 8,9 %. De janvier à novembre, le Québec a affiché une croissance de l'emploi (+1,3 %) supérieure à la moyenne nationale (+0,3 %).

Bien que l'emploi soit resté pratiquement inchangé en Colombie-Britannique, l'augmentation de la population active s'est traduite par une hausse du taux de chômage, lequel a grimpé de 0,3 point pour atteindre 8,5 %. De janvier à novembre, les pertes d'emplois dans les secteurs de la fabrication, des ressources naturelles ainsi que de la finance, des assurances et de l'immobilier ont fait fléchir d'environ 48 000 (-2,4 %), le nombre de personnes occupant un emploi dans cette province. De même pour le Nouveau-Brunswick, où la croissance du nombre de chercheurs d'emploi a porté le taux de chômage à 11,4 %. En Nouvelle-Écosse, par contre, le taux de chômage a baissé de 0,5 point pour s'établir à 9,2 %, en raison du fléchissement de l'activité sur le marché du travail. La situation du marché du travail a peu changé dans les autres provinces.

*Un résumé plus détaillé **Information : population active pour la semaine se terminant le 10 novembre** (Internet : 71-001-PIB, 8 \$ / 78 \$; papier : 71-001-PPB, 11 \$ / 103 \$) vient de paraître. Pour des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (courriel : travail@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 10.)*

Enquête sur la population active, novembre 2001

Données désaisonnalisées¹

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	16 341,4	0,4	15 109,3	0,1	1 232,1	7,5
Terre-Neuve	251,7	-0,5	210,9	-0,9	40,9	16,2
Île-du-Prince-Édouard	75,9	0,8	66,7	1,1	9,3	12,3
Nouvelle-Écosse	473,8	-0,4	430,4	0,2	43,4	9,2
Nouveau-Brunswick	379,3	0,8	335,9	-0,2	43,3	11,4
Québec	3 838,1	0,3	3 497,3	-0,1	340,8	8,9
Ontario	6 406,7	0,5	5 969,5	0,2	437,2	6,8
Manitoba	593,7	0,3	564,4	0,3	29,3	4,9
Saskatchewan	497,0	-0,1	467,4	-0,1	29,6	6,0
Alberta	1 721,8	0,2	1 642,8	0,1	79,0	4,6
Colombie-Britannique	2 103,2	0,5	1 924,0	0,2	179,2	8,5

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

La valeur des permis de construction soutenue par le secteur résidentiel

La valeur des permis de construction délivrés par les municipalités a augmenté de 1,0 %, pour atteindre 3,3 milliards de dollars en octobre. Celle des permis de construction résidentielle a progressé de 1,7 %, pour se chiffrer à 1,9 milliard de dollars, tandis que celle des permis de construction non résidentielle (1,4 milliard de dollars) n'a pas varié par rapport à septembre.

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a progressé de 2,0 %, pour atteindre 1,4 milliard de dollars; c'est le deuxième plus haut niveau enregistré depuis mars 1990. Au cours de cette période, seul le résultat de janvier 2001 a été plus élevé. Par ailleurs, la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux, qui a crû de 1,2 %, pour atteindre 503 millions de dollars, a aussi contribué à la progression globale du secteur résidentiel. La majeure partie de cette progression provenait de la Colombie-Britannique (+28,4 %), où la valeur des permis de construction résidentielle a atteint en octobre son plus haut niveau depuis septembre 1997. Le Québec a aussi affiché une hausse appréciable (+5,6 %). Par contre, le repli le plus marqué a été observé en Alberta (-10,9 %), après trois mois de hausse.

Valeur des permis de construction selon la région métropolitaine de recensement

Données désaisonnalisées

	Octobre 2001	Septembre à octobre 2001	Janvier à octobre 2001	Janvier-octobre 2000 à janvier-octobre 2001
	Millions de dollars	Variation en %	Millions de dollars	Variation en %
St. John's	13,5	37,0	151,0	4,4
Halifax	13,0	-42,4	269,2	-38,4
Saint John	7,9	59,0	69,0	-17,0
Chicoutimi-Jonquière	4,5	-83,7	152,9	38,0
Québec	58,4	3,7	571,6	24,5
Sherbrooke	8,7	-48,8	117,9	5,0
Trois-Rivières	7,3	-8,4	93,6	-3,7
Montréal	383,7	38,7	3 571,1	36,5
Hull	14,5	-48,9	307,0	44,2
Ottawa	127,8	37,3	1 212,8	-0,1
Oshawa	71,4	108,1	481,9	-15,3
Toronto	678,7	7,5	7 056,0	1,7
Hamilton	61,0	5,7	710,5	14,0
St. Catharines-Niagara	31,9	-47,1	347,9	-12,7
Kitchener	85,1	-15,1	812,7	28,4
London	51,3	12,1	577,2	52,1
Windsor	43,9	-8,7	464,1	0,6
Sudbury	13,3	110,6	69,3	0,4
Thunder Bay	9,3	86,8	89,1	7,5
Winnipeg	35,1	79,1	354,7	-20,3
Regina	10,9	-53,8	183,3	47,0
Saskatoon	25,5	16,7	222,9	0,9
Calgary	171,1	18,2	1 810,7	-7,1
Edmonton	119,1	-35,3	1 158,9	13,7
Vancouver	256,4	20,5	2 599,0	14,4
Victoria	37,0	-27,3	312,9	30,8

La valeur des permis de construction commerciale a monté de 4,9 %, pour atteindre 616 millions de dollars, grâce au raffermissement de la demande de construction d'immeubles à bureaux. Malgré cette hausse, le niveau d'octobre demeurait de 17,1 % inférieur à la moyenne mensuelle de 2000. Dans le secteur industriel, une solide progression de la valeur des permis de construction d'usines manufacturières a été facilement effacée par un recul sensible de la construction de bâtiments dans la catégorie des transports. Les municipalités ont donc délivré l'équivalent de 333 millions de dollars en permis de construction industrielle en octobre, en baisse de 1,7 %. Après les excellents résultats de septembre, les intentions de construction dans le secteur institutionnel ont chuté de 4,7 %, passant à 450 millions de dollars, à la suite d'un ralentissement quant aux permis de construction de bâtiments à vocation éducationnelle.

À l'échelle provinciale, une forte hausse de la composante institutionnelle a valu à l'Ontario la plus forte progression (en dollars) dans le secteur non résidentiel (+17,2 %). La Colombie-Britannique a affiché le recul le plus important (-30,5 %). Le net recul de la catégorie institutionnelle a ramené les intentions de construction non résidentielle dans cette province à leur plus bas niveau mensuel en 11 mois.

De janvier à octobre, les municipalités ont délivré pour 33,3 milliards de dollars de permis de construction, en hausse de 8,7 % par rapport à la même période en 2000. Il s'agit du plus haut niveau pour les dix premiers mois d'une année depuis 1989. Cet excellent résultat s'explique par des hausses dans les secteurs résidentiel et non résidentiel. Parmi les régions métropolitaines, Montréal a largement dominé au chapitre de la croissance (en dollars) de la valeur cumulative des permis de construction. Plus de la moitié de l'accroissement affiché par le secteur non résidentiel à l'échelle nationale revient à la région de Montréal. Quant à Vancouver, les intentions soutenues de construction de logements multifamiliaux lui ont valu la deuxième hausse en importance.

Depuis le début de l'année, la valeur des permis de construction non résidentielle a totalisé 15,0 milliards de dollars, en hausse de 10,2 % par rapport à la même période de dix mois en 2000. Il s'agit du meilleur résultat enregistré depuis 1989. La majeure partie de l'augmentation du chiffre cumulé (+35,3 %) tient au secteur institutionnel. À l'échelle provinciale, la plus forte hausse de la valeur des permis de construction non résidentielle (en dollars) a été observée au Québec (+33,4 %). L'Ontario se classait deuxième, loin derrière (+5,6 %). Les plus nets replis ont été enregistrés en Nouvelle-Écosse (-33,8 %) et au Manitoba (-25,0 %).

Depuis le début de l'année, la valeur des permis de construction résidentielle a atteint 18,3 milliards de dollars, en hausse de 7,4 % par rapport à la même période de 2000. À l'échelle provinciale, les meilleures progressions (en dollars) ont été réalisées en Colombie-Britannique (+19,7 %) et au Québec (+13,3 %). Par contre, le plus net recul a été enregistré en Nouvelle-Écosse (-15,0 %).

Le numéro d'octobre 2001 de Permis de bâtir (Internet : 64-001-XIF, 14 \$/145 \$) vient de paraître. Pour des renseignements généraux, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 (courriel : clarver@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Le déclin de la capacité de production industrielle se poursuit

Les fabricants ont réduit leur capacité de production pour le cinquième trimestre consécutif, celle-ci se fixant à 79,4 % au troisième trimestre, en baisse de 2,5 points de pourcentage par rapport au taux révisé de 81,9 % enregistré au deuxième trimestre. Il s'agit du déclin le plus important depuis le quatrième trimestre de 1990.

Le déclin du taux d'utilisation de la capacité est attribuable à l'affaiblissement de la demande dans le secteur de la technologie de pointe et, dans une moindre mesure, à une réduction de la demande pour les produits automobiles. Mais la baisse était généralisée à tous les secteurs du groupe industriel. Les usines manufacturières ont fonctionné à 77,4 % de leur capacité au troisième trimestre, en baisse de 2,6 points par rapport au deuxième. Sur les 21 grands groupes du secteur de la fabrication, 16 ont enregistré une baisse de leur taux. Ce repli est largement attribuable aux groupes suivants : produits informatiques et électroniques, produits automobiles, produits chimiques, produits du bois et produits du papier.

Dans l'industrie des produits informatiques et électroniques, la capacité de production est tombée à 60,1 %, en baisse de 9,3 points par rapport au deuxième trimestre et de 39,4 points par rapport au troisième trimestre en 2000. Le dégonflement de la demande intérieure et étrangère a continué de toucher cette industrie et a fait chuter la production de 37,6 % par rapport au troisième trimestre de 2000.

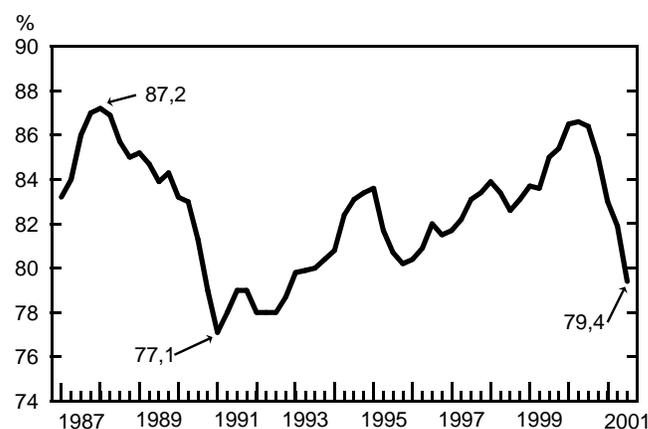
Taux d'utilisation de la capacité industrielle, troisième trimestre de 2001

	%	Variation trimestrielle en points de %	Variation annuelle en points de %
Total industriel	79,4	-2,5	-7,0
Foresterie et exploitation forestière	76,6	-5,9	-13,5
Extraction de pétrole et de gaz	69,4	-1,3	-4,0
Mines	91,2	-5,9	2,7
Production, transport et distribution d'électricité	83,8	-4,2	-4,9
Construction	87,4	-0,9	-2,5
Fabrication	77,4	-2,6	-9,4
Aliments	82,9	-0,1	1,8
Boissons et produits du tabac	81,6	0,2	-1,9
Usines de textiles	73,2	-3,0	-12,1
Usines de produits textiles	64,0	1,1	-13,8
Vêtements	80,5	-4,6	-6,4
Produits en cuir et produits analogues	83,8	8,7	8,9
Produits en bois	73,5	-2,2	-10,3
Papier	85,0	-2,1	-9,4
Impression et activités connexes de soutien	72,4	-1,4	-9,5
Produits du pétrole et du charbon	94,5	1,5	0,4
Produits chimiques	77,4	-3,8	-4,2
Produits en caoutchouc et en plastique	81,4	-1,4	-5,1
Produits minéraux non métalliques	71,5	-3,8	-11,4
Métaux de première transformation	84,9	-1,8	-5,4
Produits métalliques	74,1	-1,7	-9,2
Machines	75,5	-1,7	-5,7
Produits informatiques et électroniques	60,1	-9,3	-39,4
Matériel, appareils et composants électriques	65,6	-6,6	-26,4
Matériel de transport	85,3	-1,6	-4,9
Meubles et produits connexes	70,3	-4,6	-16,9

Note aux lecteurs

La taux d'utilisation de la capacité est dorénavant calculé à partir du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997. Cette classification remplace la Classification type des industries de 1980. De plus, les données sur le stock de capital et sur le produit intérieur brut (PIB) sont présentées selon l'année de base des prix de 1997 plutôt que celle des prix de 1992, et le PIB est maintenant évalué aux prix de base plutôt qu'au coût des facteurs.

Taux d'utilisation de la capacité industrielle



L'industrie du matériel de transport a aussi affiché une baisse de la capacité de la production, celle-ci atteignant 85,3 %, en baisse de 1,6 point par rapport au deuxième trimestre. Ce déclin est attribuable à un recul de la production de véhicules et de pièces automobiles. De plus, cette industrie a subi une diminution de la demande tant au Canada qu'aux États-Unis et a été désavantagée par les retards occasionnés dans les échanges à la frontière canado-américaine à la suite des événements du 11 septembre.

Quant à l'industrie des produits chimiques, la capacité de production a décliné de 3,8 points pour se situer à 77,4 %. Ce déclin tient en partie à la morosité du secteur agricole. En effet, la sécheresse de l'été passé a restreint les récoltes et a entraîné une baisse de la demande de pesticides et de fertilisants. Des arrêts d'exploitation pour fins d'entretien dans les usines de produits pétrochimiques ont aussi contribué à réduire la production et l'utilisation de la capacité dans l'industrie des produits chimiques.

Pour ce qui est des usines de produits en bois, la capacité de production s'est établie à 73,5 %. Cette baisse de 2,2 points reflète, en partie, l'incertitude au sujet des exportations. Les fabricants de papier, quant à eux, ont réduit leur capacité pour le quatrième trimestre consécutif, celle-ci se chiffrant à 85,0 %, en baisse de 9,4 points par rapport au troisième trimestre de 2000.

En revanche, les usines de produits textiles ont augmenté leur capacité de production de 1,1 point, celle-ci atteignant 64,0 %. Ces usines ont affiché une hausse de 2,3 % de la production après trois baisses trimestrielles consécutives. L'industrie du pétrole et du charbon a aussi modéré le déclin du taux d'utilisation de la capacité dans le secteur de la fabrication en enregistrant un taux de 94,5 %, en hausse de 1,5 point par rapport au deuxième trimestre.

(suite à la page 5)

... Le déclin de la capacité de production industrielle se poursuit

Dans les secteurs non manufacturiers, la baisse de la capacité de production a été généralisée. Par exemple, dans le secteur de la foresterie et de l'exploitation forestière, le taux d'utilisation de la capacité a chuté de 5,9 points, pour atteindre 76,6 %. Ce secteur continue de souffrir des remous d'un différend commercial avec les États-Unis, lequel a fait fléchir la production de 6,9 % au troisième trimestre. En outre, le repli de la demande intérieure et américaine a contribué à la baisse de 3,0 % de la production d'électricité au troisième trimestre par rapport au deuxième. Ce repli

s'est répercuté sur le secteur de la production, du transport et de la distribution d'électricité, où la capacité a diminué de 4,2 points pour s'établir à 83,8 %.

Enfin, dans le domaine de l'extraction minière, pétrolière et gazière, la capacité de production a décliné de 2,9 points, pour se situer à 76,4 %. Un ralentissement de la production minière est à l'origine de ce déclin, la baisse des prix du pétrole et du gaz s'étant répercutés sur la demande d'exploration.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Richard Landry au (613) 951-2579 ou avec Mychèle Gagnon au (613) 951-0994, Division de l'investissement et du stock de capital.

Participation accrue aux régimes de pension agréés de l'employeur

Le nombre de participants à un régime de pension agréé de l'employeur (RPA) a augmenté de 3,5 % de 1997 à 1999, la première tendance biennale à la hausse depuis 1991. Cette hausse est principalement attribuable à une économie favorable, dominée par la création d'emplois en 1998 et en 1999.

À la fin de 1999, près de 5,3 millions de travailleurs adhéraient à 15 557 RPA. Malgré cette hausse, le pourcentage de travailleurs rémunérés participant à ces régimes est demeuré pratiquement le même depuis 1997, soit 41%. Environ 995 milliards de dollars étaient accumulés dans les trois principaux programmes de revenu de retraite, à savoir les RPA, les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) et le Régime de pensions du Canada ou le Régime de rentes du Québec (RPC/RRQ). Les deux tiers de ce montant étaient détenus dans des RPA, 26 % dans des REER et 5 % dans les RPC/RRQ.

En 1999, les Canadiens ont versé 68 milliards de dollars dans les trois programmes de revenu de retraite. Les REER affichaient la plus forte proportion (41 %), par rapport à 28 % pour les RPA et à 31 % pour les RPC/RRQ. De 1989 à 1999, l'actif accumulé dans les REER s'est accru de 172 %, contre 126 % pour les RPA. En fait, depuis 1994, les REER ont constamment surpassé les RPA quant au nombre de cotisants et aux cotisations annuelles totales.

Note aux lecteurs

Les RPA constituent une composante importante du système canadien d'épargne-retraite. Il existe deux principaux types de RPA : les **régimes à cotisations déterminées**, qui sont des RPA selon lesquels l'employé (dans le cas d'un régime contributif) et l'employeur sont tenus de cotiser à des taux précis, et les **régimes à prestations déterminées**, qui sont des régimes en vertu desquels les prestations sont définies selon une formule stipulée dans la clause réglementaire du régime. Les cotisations de l'employeur ne sont pas préétablies, mais sont plutôt fonction des coûts liés à la rente promise.

Cependant, la participation à un REER a beaucoup ralenti de 1997 à 1999, le montant cotisé n'ayant crû que de 1 % environ, après avoir affiché des hausses biennales de 20 % à 28 % depuis 1991.

Au 31 décembre 1999, cinq provinces affichaient un taux d'adhésion à un RPA supérieur à la moyenne nationale de 41 %. Terre-Neuve venait en tête, avec 50 % des travailleurs rémunérés participant à un régime de pension de l'employeur, suivie du Manitoba (49 %), de la Saskatchewan (48 %), du Québec (43 %) et de la Nouvelle-Écosse (42 %). Et c'est depuis 1991 que la participation dans ces cinq provinces est supérieure à la moyenne nationale. À l'exception du Manitoba, la majorité des participants à un RPA dans ces provinces travaillaient dans le secteur public, où la syndicalisation et la protection en matière de pension sont élevées. Au Manitoba, où la plupart des participants travaillent dans le secteur privé, le taux d'adhésion y est élevé, car il s'agit principalement de la seule province où l'adhésion à un RPA, si celui-ci est offert, est obligatoire.

Par contre, l'Alberta, l'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick, la Colombie-Britannique et l'Ontario affichaient une participation inférieure à la moyenne nationale. À l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick, ces provinces enregistraient la plus forte proportion de participants à un RPA dans le secteur privé, qui est moins syndicalisé. La participation a été faible à l'Île-du-Prince-Édouard parce que c'est la seule province qui n'ait pas de loi sur les régimes de pension agréés.

Bien que la croissance de l'emploi ait été concentrée dans le secteur privé, le secteur public a aussi enregistré un nombre accru de travailleurs en 1999. Après avoir reculé pendant la majeure partie des années 90, l'emploi dans le secteur public s'est

Pourcentage des travailleurs rémunérés adhérant à un régime de pension agréé, 31 décembre 1999

Région d'emploi	Nombre d'adhérents aux RPA	Pourcentage des travailleurs rémunérés
Terre-Neuve	94 381	50,4
Île-du-Prince-Édouard	17 901	34,4
Nouvelle-Écosse	156 871	42,0
Nouveau-Brunswick	111 399	36,9
Québec	1 307 675	43,0
Ontario	2 036 766	40,0
Manitoba	233 646	49,4
Saskatchewan	182 903	47,5
Alberta	435 398	31,6
Colombie-Britannique	663 537	40,1
Autre	27 417	--
Total	5 267 894	40,7

-- nombres infimes

(suite à la page 6)

... Participation accrue aux régimes de pension agréés de l'employeur

constamment accru depuis le milieu de 1998. De 1997 à 1999, le nombre d'adhérents à un RPA dans le secteur privé a progressé de 5 %, tandis que le secteur public a enregistré une croissance de 1 %. Au cours de la même période, dans le secteur privé, la hausse du nombre d'adhérents s'est manifestée à la fois chez les femmes (+8 %) et chez les hommes (+4 %). Dans le secteur public, la hausse provenait uniquement du nombre croissant de femmes ayant adhéré à un RPA.

Ces dernières années, bien qu'ils soient toujours populaires, plusieurs régimes à prestations déterminées ont été convertis en régimes à cotisations déterminées. Au 31 décembre 1999, 85 % des adhérents à un RPA avaient participé à des régimes à prestations déterminées, soit le même pourcentage qu'en 1998.

*Le rapport intitulé **Régimes de pension au Canada, 1^{er} janvier 2000** (Internet : 74-401-XIB, 31 \$; papier : 74-401-XPB, 41 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (courriel : revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu.*

Baisse des récoltes de céréales

Les conditions de culture n'ont jamais été aussi mauvaises pour les agriculteurs depuis la sécheresse de 1988, la production des grandes cultures ayant chuté, sauf celle du maïs-grain. En outre, la hausse continue des coûts de production et la stagnation de la valeur des produits d'exportation ont donné lieu à un environnement d'exploitation où les agriculteurs pourraient avoir du mal à absorber les pertes.

La production d'orge est estimée à 11,4 millions de tonnes en 2001, en baisse par rapport aux 13,5 millions tonnes en 2000. Le rendement de l'orge dans l'Ouest canadien a été de 47,4 boisseaux à l'acre, en baisse par rapport à la moyenne quinquennale de 56,4, et le plus bas depuis 1989. La production de blé de printemps dans l'Ouest était estimée à 16,4 millions de tonnes. Une baisse de 15 % des superficies et un recul du rendement de 33 % ont fait tomber la production de blé dur à 3,1 millions de tonnes, en baisse de 46 % par rapport à 2000. La Saskatchewan, qui produit plus de 80 % du blé dur du Canada, a vu son rendement tomber à 21,8 boisseaux à l'acre à cause de la sécheresse.

Les lentilles, les pois et les haricots sont en rapide croissance dans l'agriculture de l'Ouest canadien. Environ 6,9 millions d'acres ont étéensemencées en légumineuses à grains dans l'Ouest canadien, soit plus que la superficie globale consacrée à l'avoine, au lin et au seigle. Comparativement à 2000, les rendements des lentilles ont chuté de 36 %, ceux des pois de grande culture, de 33 %, et ceux des pois chiches, de 29 %. Malgré l'augmentation des superficiesensemencées, la production globale a reculé de

Note aux lecteurs

L'Enquête sur les cultures a été menée auprès de 33 250 exploitants agricoles du 26 octobre au 17 novembre. On a demandé aux agriculteurs de déclarer les superficiesensemencées, les superficies récoltées et le rendement des principales céréales, des cultures spécialisées et des graines oléagineuses.

22 %, à l'exception de la production de pois chiches, qui a progressé de 20 % sur une superficie 70 % plus grande.

Les récoltes de canola se chiffrent à 5,1 millions de tonnes, en baisse de 2,0 millions de tonnes par rapport à 2000. Le rendement de canola — produit surtout dans les régions centrales et du nord des Prairies qui ont échappé aux rigueurs de la sécheresse estivale — a baissé de 5 % par rapport à la moyenne décennale, en raison surtout d'une baisse de 19 % des superficiesensemencées.

Le Canada est le premier producteur mondial de moutarde, qui est d'habitude cultivée dans le sud des Prairies. La production de graines de moutarde se chiffrait à 88 900 tonnes en 2001, en baisse par rapport à 2000 et à la moyenne décennale de 225 530 tonnes.

Les rendements de 22,8 boisseaux de soya à l'acre ont été les plus faibles depuis 1963 et bien inférieurs à la moyenne décennale. La production de soya est passée à 1,6 million de tonnes, en baisse de 41 %. L'Ontario, qui représente près de 80 % de la production, a connu l'une des pires années pour le soya, affichant un rendement moyen de 21,1 boisseaux à l'acre. La sécheresse qui a sévi pendant tout l'été, une grave infestation de pucerons et une récolte par temps humide ont été les facteurs à l'origine de cette baisse. Malgré les mauvaises conditions de culture dans le sud de l'Ontario, la production canadienne de maïs a augmenté de 20 % pour atteindre 8,2 millions de tonnes. Le Québec a fait monter la moyenne nationale avec un rendement de 110,6 boisseaux à l'acre, ce qui est un peu mieux que la moyenne décennale

Les superficies de soya génétiquement modifié ont augmenté de 63 % au Québec et de 25 % en Ontario par rapport à 2000. Les rendements du soya génétiquement modifié en Ontario étaient 0,8 boisseau à l'acre de plus que le soya non génétiquement modifié. Au Québec, les rendements du soya génétiquement modifié étaient meilleurs, affichant 3,6 boisseaux à l'acre de plus. Les superficiesensemencées de maïs-grain génétiquement modifié étaient supérieures de 17 % en Ontario et de 30 % au Québec par rapport à 2000. Le rendement du maïs-grain génétiquement modifié était

Estimations de la production des grandes cultures, novembre

	2000	2001	2000 à 2001
	milliers de tonnes		Variation en %
Total du blé	26 804	21 282	-21
Blé de printemps	19 357	16 717	-14
Orge	13 468	11 355	-16
Maïs-grain	6 827	8 171	20
Canola	7 126	5 062	-29
Blé dur	5 647	3 055	-46
Avoine	3 389	2 769	-18
Pois de grande culture	2 864	2 196	-23
Soya	2 703	1 582	-41
Lin	693	702	1

(suite à la page 7)

... Baisse des récoltes de céréales

supérieur de 8,0 boisseaux à l'acre à celui du maïs-grain non génétiquement modifié en Ontario, mais au Québec les rendements étaient semblables.

La Série de rapports sur les grandes cultures, vol. 80, n° 8 (Internet : 22-002-XIB, 11 \$ / 66 \$; papier : 22-002-XPB, 15 \$ / 88 \$) est en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Daniel Bergeron au (613) 951-3864 (courriel : daniel.bergeron@statcan.ca), Division de l'agriculture.

Les élèves canadiens comptent parmi les meilleurs au monde

Les élèves canadiens comptent parmi les meilleurs au monde quand il s'agit de lecture, de mathématiques et de sciences, d'après une étude internationale sur les compétences des élèves dont la scolarité obligatoire tire à sa fin. L'étude visait à établir si les élèves avaient les compétences voulues pour se préparer aux changements économiques et technologiques.

Parmi les 32 pays qui ont participé au Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les élèves canadiens se sont classés au deuxième rang en lecture, au sixième en mathématiques et au cinquième en sciences. Le Canada fait partie du peloton de tête dans les trois domaines. Seule la Finlande a affiché un rendement nettement supérieur à celui du Canada en lecture. La Corée et le Japon ont obtenu des résultats nettement supérieurs en mathématiques et seuls la Corée, le Japon et la Finlande en ont fait autant en sciences.

Les élèves au statut socioéconomique élevé ont mieux réussi que ceux dont le statut socioéconomique était précaire. Cependant, au Canada, les élèves issus des familles au statut socioéconomique le plus faible (quartile inférieur) ont obtenu des résultats supérieurs à ceux de la moyenne des élèves des pays membres de l'OCDE.

Seulement une minorité de pays ont présenté moins de variation entre les notes moyennes du quartile inférieur (élèves des 25 % de familles au statut socioéconomique le plus faible) et du quartile supérieur (élèves des 25 % de familles au statut socioéconomique

Pays où le rendement scolaire est supérieur ou à peu près égal à celui du Canada

	Pays où le rendement est significativement supérieur à celui du Canada	Pays où le rendement est à peu près égal à celui du Canada ¹
Lecture	Finlande	Nouvelle-Zélande Australie Irlande Japon
Mathématiques	Japon Corée	Finlande Nouvelle-Zélande Australie Suisse Royaume-Uni
Sciences	Japon Corée Finlande	Nouvelle-Zélande Australie Royaume-Uni

1. Les écarts entre les notes moyennes ne sont pas statistiquement significatifs.

Note aux lecteurs

Les données du présent article proviennent du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), un effort collectif des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ce programme vise à évaluer régulièrement, au moyen d'un test international commun, les résultats obtenus par les jeunes de 15 ans en lecture et en culture mathématique et scientifique. Au Canada, environ 30 000 élèves fréquentant plus de 1 000 écoles y ont participé au printemps 2000.

Au Canada, le PISA est administré collectivement par le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), Développement des ressources humaines Canada et Statistique Canada. On peut consulter le rapport intitulé **Connaissances et compétences : des atouts pour la vie** dans le site de l'OCDE (www.pisa.oecd.org).

le plus élevé.) Ces résultats laissent entendre que le système d'éducation canadien a contribué à surmonter le désavantage lié à un statut socioéconomique précaire dans de nombreux pays, un exploit qui s'explique par l'amélioration des compétences en lecture parmi les défavorisés sociaux ou économiques.

Dans la majorité des pays, y compris le Canada, le statut socioéconomique de la famille n'est pas le seul facteur qui influe grandement sur le rendement des élèves. L'étude a confirmé que des parents peuvent avoir une incidence profonde sur l'éducation de leurs enfants. Ceux qui fournissent un environnement susceptible de stimuler l'apprentissage peuvent influencer positivement les résultats scolaires de leur enfants. L'étude a aussi montré que les parents peuvent exercer une influence positive sur les résultats de leurs enfants en les amenant au musée, à un concert ou à d'autres événements culturels. Les élèves qui ont assisté à des activités culturelles ont obtenu un rendement supérieur à celui des autres élèves.

Les filles ont fourni un rendement de loin supérieur à celui des garçons au test de lecture dans tous les pays. Au Canada, les garçons ont fourni des résultats supérieurs à ceux des filles en mathématiques, mais l'écart entre les deux sexes est beaucoup plus faible que celui observé en lecture. Cependant, dans plusieurs pays, il n'y avait pas d'écart significatif entre les filles et les garçons en mathématiques. En ce qui concerne le rendement en sciences, il n'y avait pas non plus d'écart significatif entre les filles et les garçons au Canada, un résultat similaire à ce qui est observé dans la plupart des autres pays.

Pour en savoir plus, consultez l'étude **À la hauteur : La performance des jeunes du Canada en lecture, en mathématiques et en sciences** (Internet : 81-590-XIF, gratuit), dans le site de Statistique Canada (www.statcan.ca). Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-7608 ou composez sans frais le 1 800 307-3382 (courriel : educationstats@statcan.ca), Centre de la statistique de l'éducation.

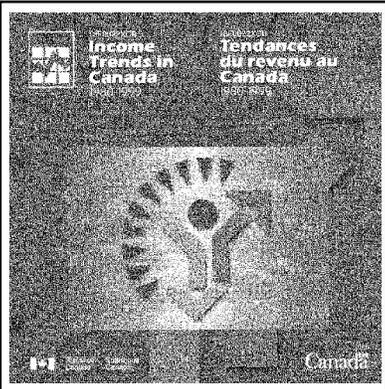
Nouveautés de Statistique Canada

Classification nationale des professions pour statistiques 2001

La *Classification nationale des professions pour statistiques, 2001* (CNP-S) comporte une structure systématique de classification pour établir et classer la série complète des activités professionnelles au Canada.

Cette CNP-S, produite en collaboration avec Développement des ressources humaines Canada, est la classification officielle de Statistique Canada pour la collecte et la diffusion de données sur les professions. Elle remplace la Classification type des professions de 1991 en tant que document officiel pour la classification des données sur les professions découlant du Recensement de 2001 et des enquêtes de Statistique Canada.

La *Classification nationale des professions pour statistiques, 2001* (papier : 12-583-XPF, 99,95 \$) est en vente dans le site de Statistique Canada (http://www.statcan.ca/francais/concepts/occupation_f.htm). À partir de Méthodes statistiques, cliquez sur Classifications types, ensuite Professions. Pour plus de renseignements, communiquez avec Wayne Silver au (613) 951-3443 (courriel : standards@statcan.ca), Division des normes.



Tendances du revenu au Canada

Le CD-ROM sur les *Tendances du revenu au Canada* fournit des chiffres couvrant deux décennies sur le revenu d'emploi et d'autres sources, sur l'impôt, l'incidence des transferts gouvernementaux sur le revenu familial, les variations entre le revenu des femmes et celui des hommes, le revenu des personnes âgées, l'inégalité du revenu et l'ampleur du faible revenu, entre autres.

Pour en savoir plus sur les *Tendances du revenu au Canada* (13F0022XCB, 195 \$), consultez le site de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous Nos produits et services, Documents de recherche (gratuits), Finances personnelles et finances des ménages, puis Série de documents de recherche-Revenu. Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (courriel : revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu.

La détermination de la peine dans les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes

D'après un nouveau Juristat du Centre canadien de la statistique juridique, les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes dans neuf juridictions ont entendu au total 378 600 causes pendant l'exercice 1999-2000, dont environ 61 %, ou 228 200, ont abouti à une condamnation. Environ sept causes sur dix comportaient une condamnation pour une seule infraction et le reste, des condamnations multiples.

Juristat : La détermination de la peine dans les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, 1999-2000, vol. 21, n° 10 (Internet : 85-002-XIF, 8 \$ / 70 \$; papier : 85-002-XPF, 10 \$ / 93 \$) est en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.

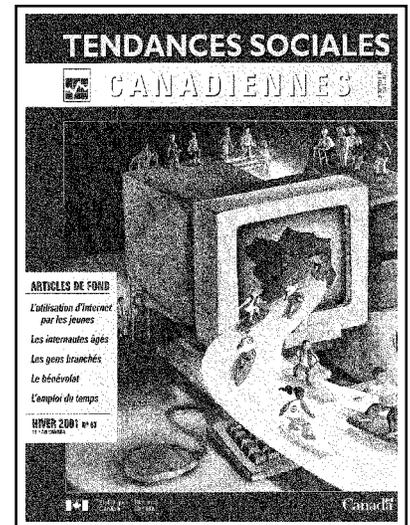
Nouveautés de Statistique Canada

Tendances sociales canadiennes Hiver 2001

Le numéro d'hiver 2001 des *Tendances sociales canadiennes* comporte cinq articles, dont trois présentent les résultats de l'Enquête sociale générale sur l'utilisation des technologies de l'information et des communications de 2000.

« Jeunes Canadiens branchés » traite de la façon dont les Canadiens âgés de 15 à 24 ans utilisent Internet et des différences d'utilisation entre adolescents et jeunes adultes, « Internauts âgés » cherche à établir dans quelle mesure les Canadiens âgés de 60 ans et plus utilisent Internet et ce qu'ils y recherchent, « Branché sur Internet et déconnecté du monde? » examine les répercussions de l'utilisation d'Internet sur les autres activités courantes et « Le don et le bénévolat : une perspective régionale » aborde les différents taux de bénévolat dans les diverses régions du pays. Enfin, « Notre temps » se penche sur la question de savoir si l'emploi du temps aux diverses étapes de la vie a changé au cours de la dernière décennie. Ce numéro comporte aussi un index cumulatif des articles parus au cours des cinq dernières années.

Le numéro d'hiver 2001 de *Tendances sociales canadiennes* (Internet : 11-008-XIF, 8 \$ / 27 \$; papier : 11-008-XPF, 11 \$ / 36 \$) est en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Suzanne David au (613) 951-0650 (courriel : cstsc@statcan.ca), Division de la statistique sociale, du logement et des familles.



Différences de productivité entre les provinces

À la fin des années 1990, l'Alberta a été en tête du secteur des entreprises pour ce qui est de la productivité, d'après une étude récente qui examine les différences de productivité du travail entre provinces. Le document de recherche *Différences de productivité entre les provinces* est une version plus élaborée d'un article paru dans le numéro d'août 2001 de *L'Observateur économique canadien*.

Différences de productivité entre les provinces (Internet : 11F0019MIF01180, gratuit) est offert sur le site de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous Nos produits et services, Documents de recherche gratuits, puis Conditions sociales. Pour commander la version imprimée (11F0019MPF, n° 180, 5 \$ / 25 \$), communiquez avec Louise Laurin au (613) 951-4676. Pour plus de renseignements, communiquez avec David Sabourin au (613) 951-3735, Division de l'analyse micro-économique.



L'emploi et le revenu en perspective Hiver 2001

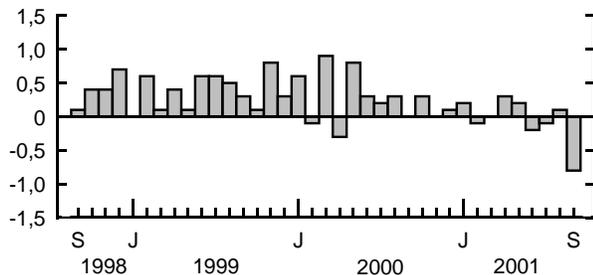
Le numéro d'hiver de *L'emploi et le revenu en perspective* comporte des articles parus précédemment dans la version en ligne de septembre, octobre et novembre, ainsi qu'une fiche intitulée « Absences du travail » et un index des anciens numéros. Ces articles sont : « Retraite anticipée : tendances », « Après la mise à pied », « L'évolution du lieu de travail : le travail à domicile », « Recherche d'un emploi à temps partiel : tendances », « Revenu de 1999 : un aperçu » et « Marché du travail : semaine du 11 septembre ».

Le numéro d'hiver 2001 de *L'emploi et le revenu en perspective* (papier : 75-001-XPF, 18 \$ / 58 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608 (courriel : henry.pold@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

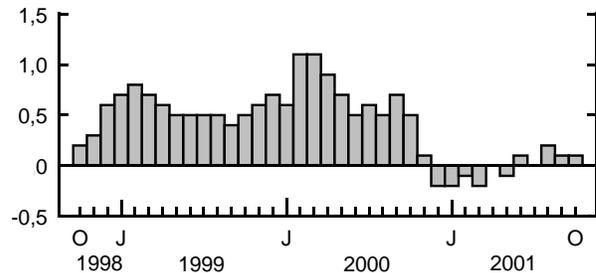
Variation mensuelle en %



L'activité économique globale a diminué de 0,8 % en septembre, après avoir progressé de 0,1 % en août.

Indice composite

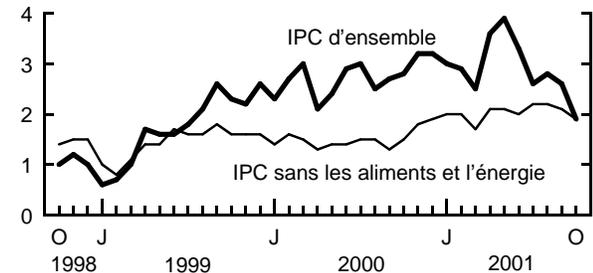
Variation mensuelle en %



En octobre, l'indicateur avancé a progressé de 0,1 %, grâce surtout au secteur du logement.

Indice des prix à la consommation

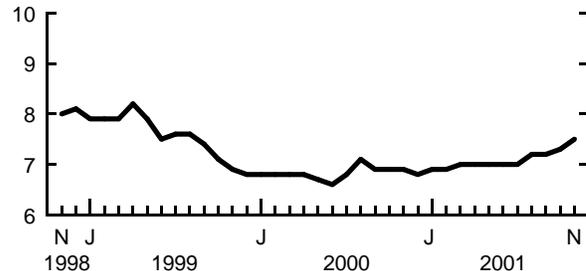
Variation annuelle en %



En octobre, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 1,9 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont tout de même augmenté de 1,9 %.

Taux de chômage

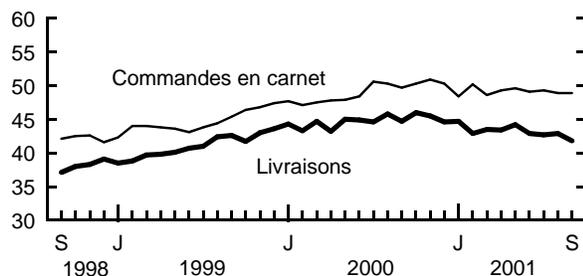
%



En novembre, le taux de chômage a augmenté de 0,2 point pour se fixer à 7,5 %.

Fabrication

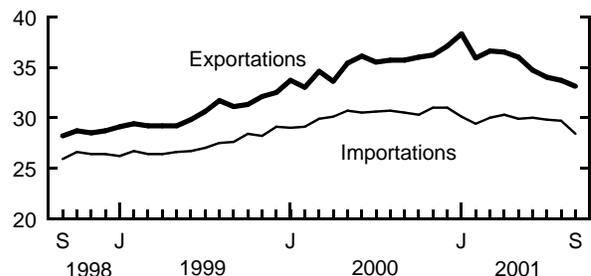
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont diminué de 2,5 % en septembre, pour totaliser 41,8 milliards de dollars. Les commandes en carnet sont restées inchangées à 48,9 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En septembre, les exportations ont régressé de 1,7 % pour se fixer à 33,1 milliards de dollars. Les importations ont chuté de 4,6 % pour se fixer à 28,4 milliards de dollars.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1997) ¹	septembre	929,7	-0,8 %	-0,6 %
Indice composite (1992 = 100)	octobre	166,8	0,1 %	-0,2 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	3 ^e trim. de 2001	37,6	-14,4 %	-23,9 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%) ²	3 ^e trim. de 2001*	79,4	-2,5 †	-7,0 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	septembre	23,7	-1,7 %	1,2 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	octobre*	131,3	2,9 %	6,1 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	septembre	32,7	-0,9 %	3,6 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	novembre*	15,1	0,1 %	0,5 %
Taux de chômage (%)	novembre*	7,5	0,2 †	0,6 †
Taux d'activité (%)	novembre*	66,0	0,1 †	-0,1 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	septembre	669,16	0,18 %	1,86 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	novembre	133	-5,0 %	-24,4 %
Prestataires ordinaires d'assurance-emploi (en milliers)	septembre	531,2	-0,7 %	12,5 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	septembre	33,1	-1,7 %	-7,4 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	septembre	28,4	-4,6 %	-7,1 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	septembre	4,7	0,8	-0,5
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	septembre	41,8	-2,5 %	-6,5 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	septembre	41,8	-1,4 %	-5,3 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	septembre	48,9	0,0 %	-1,7 %
Ratio des stocks aux livraisons	septembre	1,53	0,03	0,10
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	octobre	116,8	-0,5 %	1,9 %
Indice des prix des produits industriels (1997 = 100)	octobre	106,7	-1,2 %	-1,0 %
Indice des prix des matières brutes (1997 = 100)	octobre	106,3	-5,3 %	-12,1 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	octobre*	106,8	0,1 %	2,8 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* Nouveau cette semaine.

† Points de pourcentage.

1. 1997 remplace 1992 comme année de base pour l'estimation du produit intérieur brut par industrie. En outre, l'évaluation au coût des facteurs a été remplacée par une évaluation aux prix de base.

2. Le calcul du taux d'utilisation de la capacité de production est maintenant basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 1997, qui remplace la Classification type des industries de 1980.

Infomat

Revue hebdomadaire

Rédactrice en chef : Lahouaria Yssaad, (613) 951-0627, lahouaria.yssaad@statcan.ca.
 Chef de la Diffusion officielle : Madeleine Simard, (613) 951-1088, madeleine.simard@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 6 au 12 décembre 2001

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Bulletin d'analyse - régions rurales et petites villes du Canada	1987 à 2000	21-006-XIF	gratuit
La revue des céréales et des graines oléagineuses	septembre 2001	22-007-XIB	11/112
La revue des céréales et des graines oléagineuses	septembre 2001	22-007-XPB	15/149
Production d'oeufs	octobre 2001	23-003-XIB	gratuit
ANALYSE DES ENQUÊTES AUPRÈS DES MÉNAGES ET SUR LE TRAVAIL			
L'emploi et le revenu en perspective	hiver 2001	75-001-XPB	18/58
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE			
Juristat : La détermination de la peine dans les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes	1999-2000	85-002-XIF	8/70
Juristat : La détermination de la peine dans les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes	1999-2000	85-002-XPB	10/93
Statistique de la criminalité au Canada	2000	85-205-XIF	32
ÉTUDES ANALYTIQUES			
Différences de productivité entre les provinces	1996-1997	11F0019MIF01180	gratuit
Différences de productivité entre les provinces	1996-1997	11F0019MPF	5/25
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Bulletin trimestriel - Disponibilité et écoulement d'énergie au Canada	4 ^e trim. de 2000	57-003-XPB	43/141
Centrales d'énergie électrique	2000	57-206-XIB	23
Lampes électriques, ampoules et tubes	octobre 2001	43-009-XIB	5/47
Panneaux de particules, de lamelles orientées et de fibres	septembre 2001	36-003-XIB	5/47
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	octobre 2001	46-002-XIB	5/47
Statistiques de l'énergie électrique	septembre 2001	57-001-XIB	9/85
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	octobre 2001	64-001-XIF	14/145
MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES			
Produit intérieur brut par industrie	septembre 2001	15-001-XIF	11/110
NORMES			
Classification nationale des professions pour statistiques	2001	12-583-XPB	99,95
SCIENCES, INNOVATION ET INFORMATION ÉLECTRONIQUE			
Modèles d'utilisation des technologies de fabrication de pointe (TFP) dans l'industrie canadienne de la fabrication : résultats de l'enquête de 1998	1998	88F0017MIF01012	gratuit
STATISTIQUE DU REVENU			
Caractéristiques des logements et de l'équipement ménager pour le Canada, les provinces et les territoires, et certaines régions métropolitaines	2000	62F0041XDB	125
Caractéristiques des logements et de l'équipement ménager selon la taille de la région de résidence pour le Canada	2000	62F0045XDB	125
Caractéristiques des logements et de l'équipement ménager selon le genre de ménage pour le Canada	2000	62F0044XDB	125
Caractéristiques des logements et de l'équipement ménager selon le mode d'occupation du logement pour le Canada	2000	62F0043XDB	125
Caractéristiques des logements et de l'équipement ménager selon le quintile de revenu pour le Canada	2000	62F0042XDB	125
Détail des dépenses moyennes des ménages pour le Canada, les provinces et les territoires, et certaines régions métropolitaines	2000	62F0031XDB	125
Détail des dépenses moyennes des ménages selon la taille de la région de résidence pour le Canada	2000	62F0035XDB	125
Détail des dépenses moyennes des ménages selon le mode d'occupation du logement pour le Canada	2000	62F0033XDB	125
Détail des dépenses moyennes des ménages selon le quintile de revenu du ménage pour le Canada et les provinces	2000	62F0032XDB	125
Détail des dépenses moyennes des ménages selon le type de ménage pour le Canada	2000	62F0034XDB	125
Guide de l'utilisateur pour l'Enquête sur les dépenses des ménages	2000	62F0026MIF01004	gratuit
Le revenu au Canada	1999	75-202-XPB	45
Régimes de pension au Canada	1989 à 1999	74-401-XIB	31
Régimes de pension au Canada	1989 à 1999	74-401-XPB	41
Tendances du revenu au Canada	1980 à 1999	13F0022XCB	195
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Information - population active	novembre 2001	71-001-PIB	8/78
Information - population active	novembre 2001	71-001-PPB	11/103
STATISTIQUE SOCIALE, DU LOGEMENT ET DES FAMILLES			
Tendances sociales canadiennes	hiver 2001	11-008-XIF	8/27
Tendances sociales canadiennes	hiver 2001	11-008-XPB	11/36

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPB, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Nos produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Nos produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».